

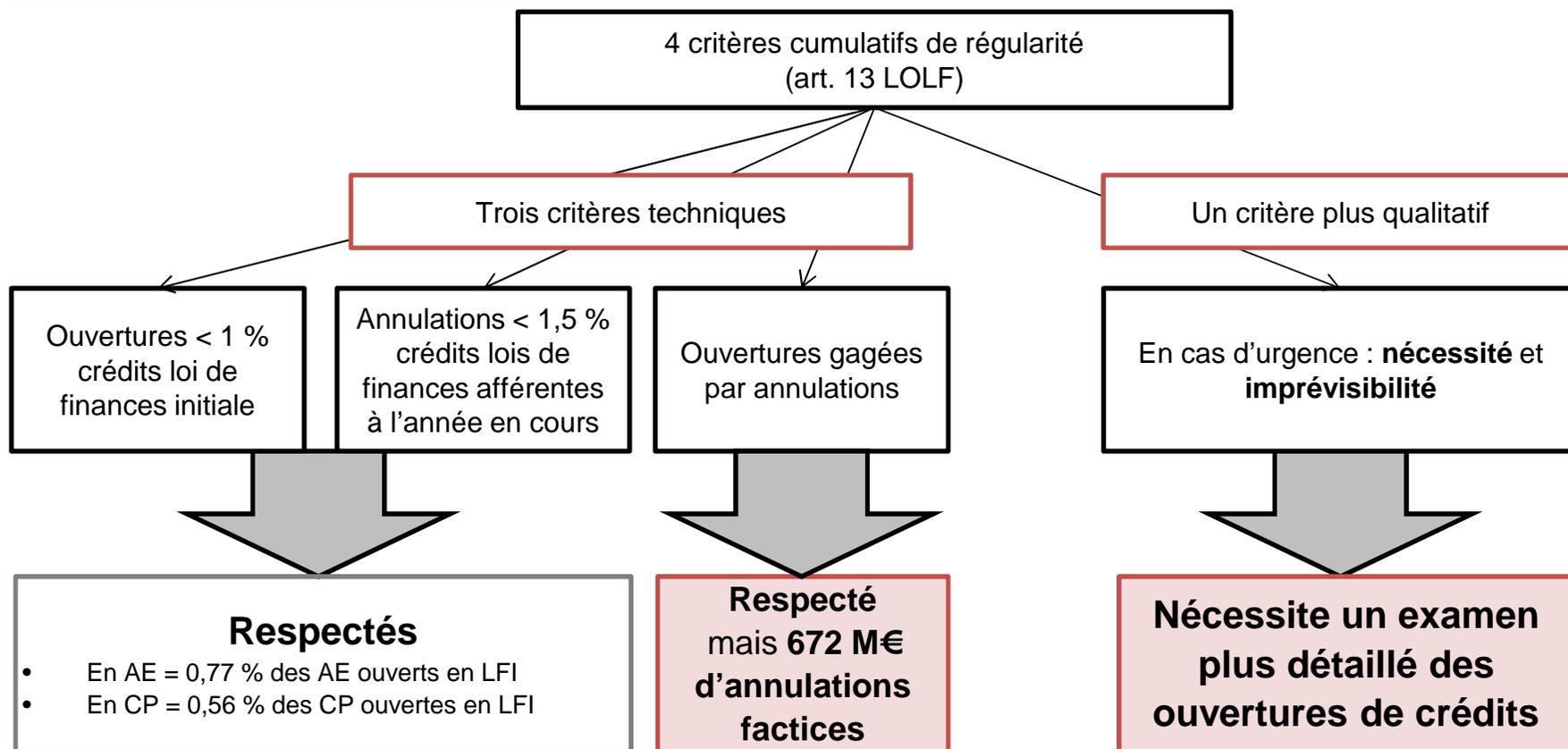


Projet de décret d'avance – novembre 2016

Albéric de Montgolfier, rapporteur général
Commission des finances
Mardi 29 novembre 2016



Quatre critères cumulatifs de régularité



I. – Les ouvertures de crédits

I - Les ouvertures



1,7 milliard d'euros ouverts en AE et en CP dans le cadre d'un schéma de fin de gestion de 7 milliards d'euros

Ouvertures prévues par le DA

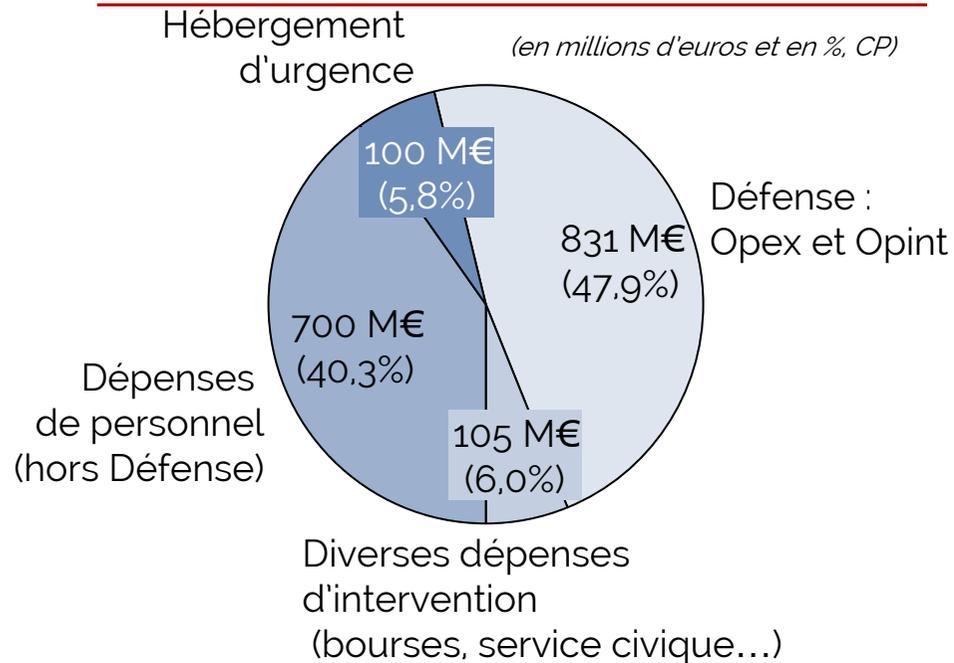
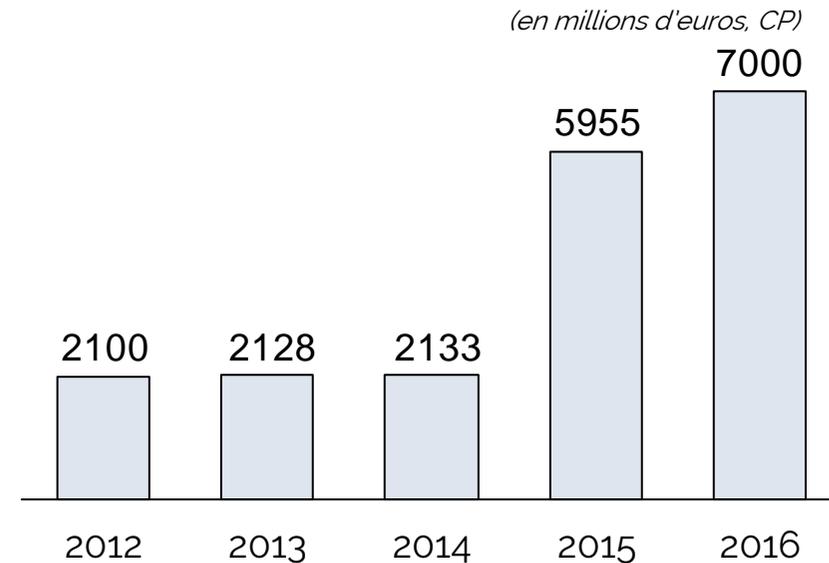


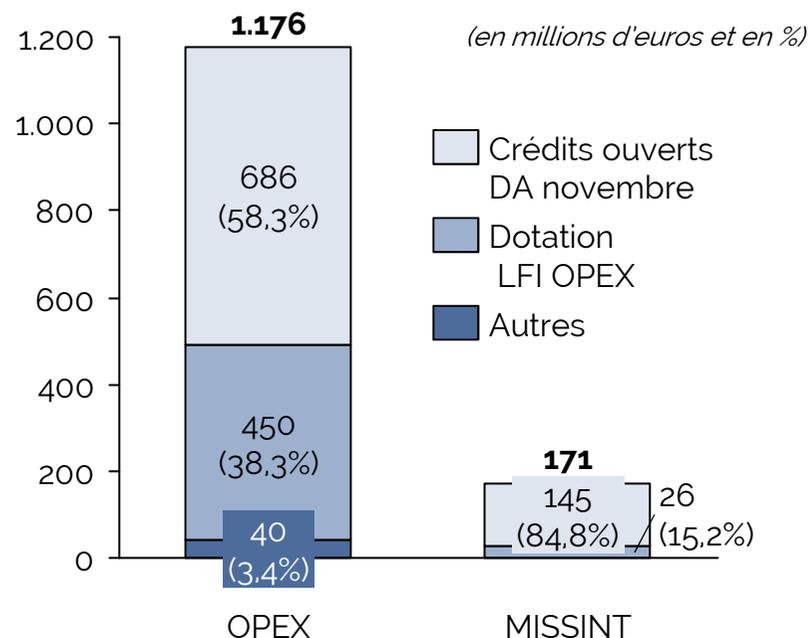
Schéma de fin de gestion



Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance et le projet de loi de finances rectificative pour 2016

831 millions d'euros ouverts pour les opérations extérieures (Opex) et intérieures (Missint) du ministère de la défense

Coût des opérations extérieures et intérieures en 2016



Répartition des surcoûts Opex

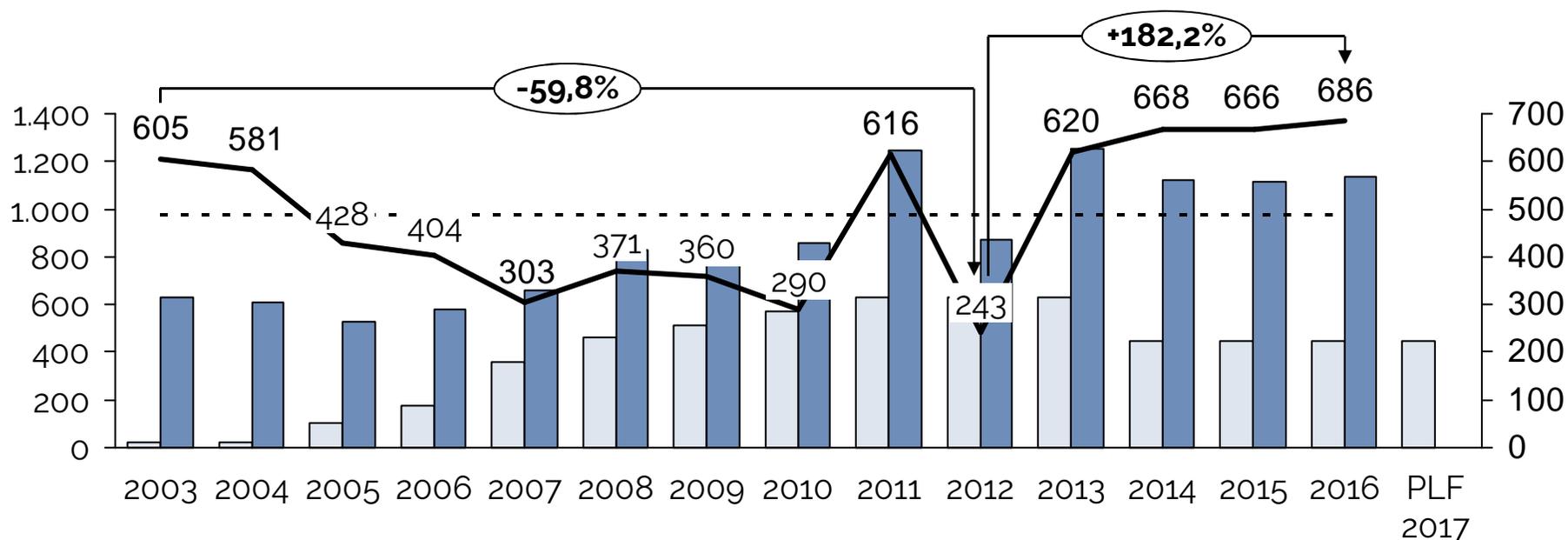
(en millions d'euros et en %)

	T2	HT2	Total en M€	Total en %
Sahel	151,1	447,2	598,3	50,9%
Irak & Levant	60,5	309,1	369,6	31,4%
RCA	23,2	65,6	88,8	7,6%
Liban	31,4	20,2	51,6	4,4%
Afghanistan	5,8	21,9	27,8	2,4%
Côte d'Ivoire	7,8	10,2	18	1,5%
Autres OPEX	4,6	8,7	13,3	1,1%
Atalante	2	2,4	4,4	0,4%
Kosovo - Macédoine	0,1	2,3	2,4	0,2%
Manque à gagner service de santé des armées		2	2	0,2%
Total coûts OPEX	286,5	889,6	1176,1	100,0%

Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance et les réponses du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général

686 millions d'euros ouverts au titre des opérations extérieures (Opex) : le plus fort dépassement de la dotation initiale depuis 2003

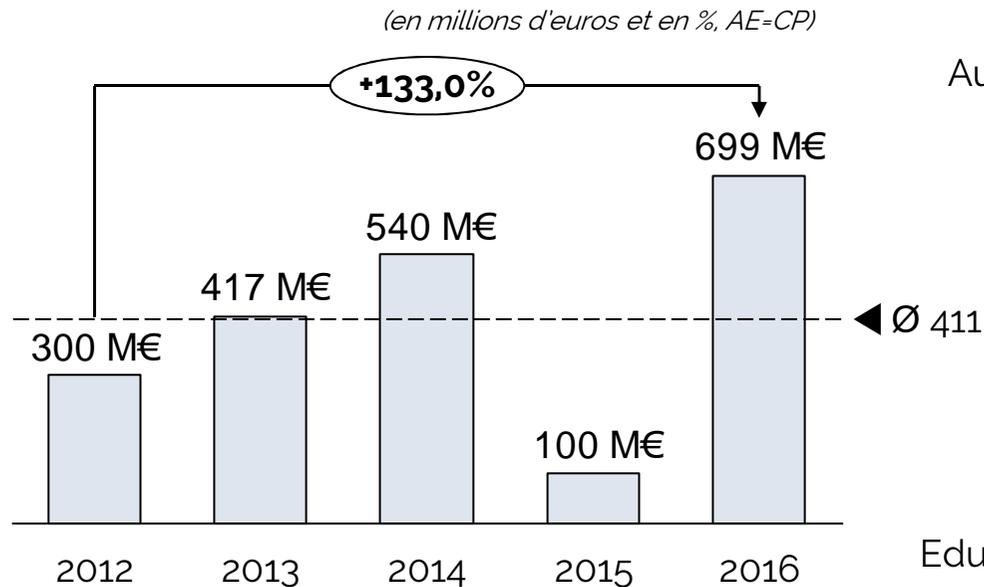
Surcoût Opex : Prévission LFI **—** Ecart à la prévision *(en millions d'euros et en %)*
 Surcoût Opex : Exécution **- - -** Moyenne de l'écart à la prévision 2003-2015



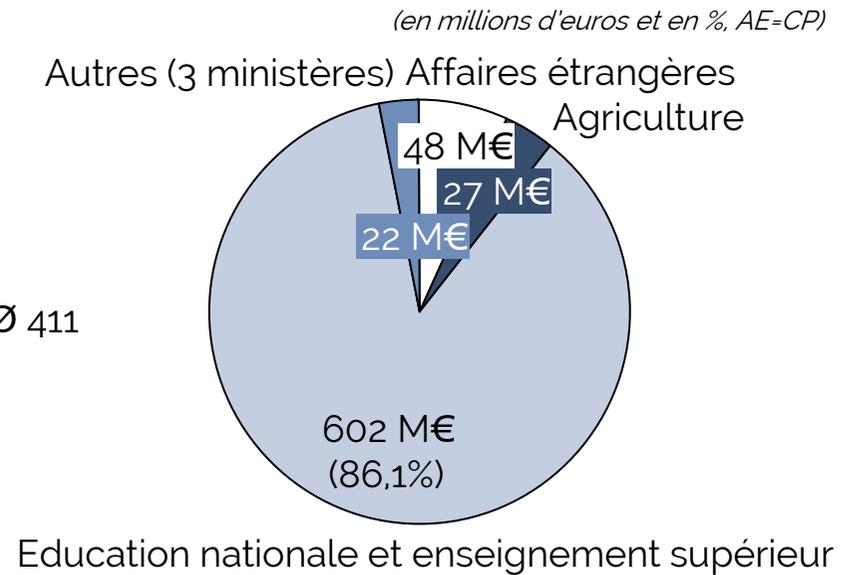
Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance

La masse salariale : un dérapage inédit de 700 millions d'euros

Ouvertures en fin de gestion liées à la masse salariale de l'État (hors défense)

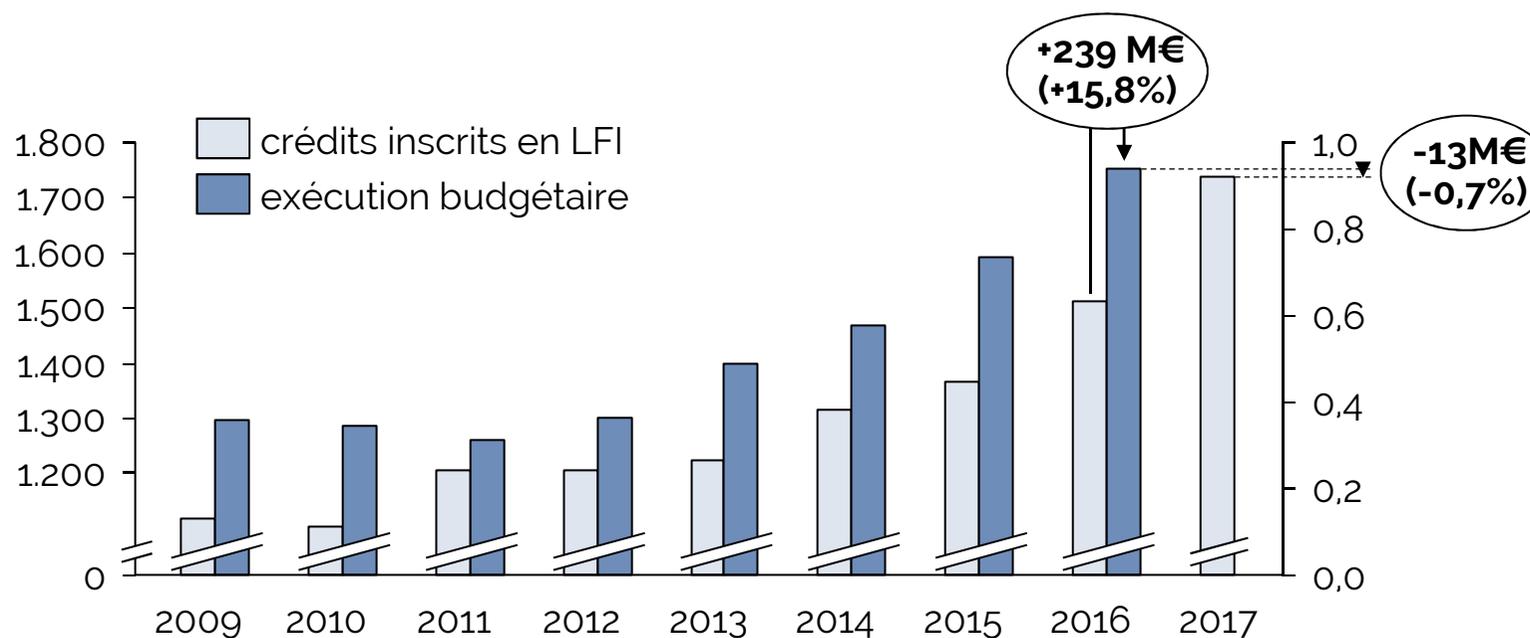


Répartition des ouvertures liées à la masse salariale en 2016



L'hébergement d'urgence : 239 millions d'euros ouverts en cours d'année dont 100 millions d'euros par le présent décret d'avance

(en millions d'euros et en %)

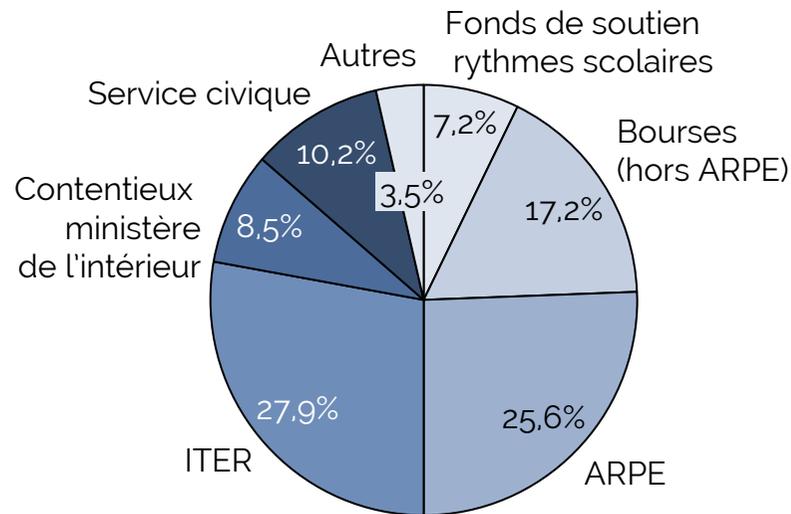


Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance et les documents budgétaires

118 millions d'euros au titre de l'aide à la recherche du premier emploi (ARPE), des bourses, du service civique et des contentieux

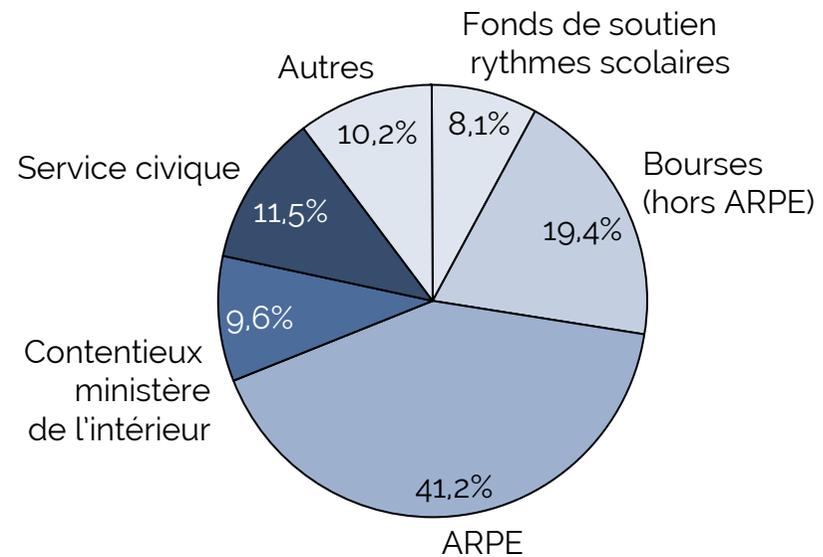
Répartition des ouvertures liées à diverses dépenses d'intervention en AE

(en millions d'euros et en %)



Répartition des ouvertures liées à diverses dépenses d'intervention en CP

(en millions d'euros)



Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance et les réponses du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général

II. – Les annulations de crédits

II – Les annulations



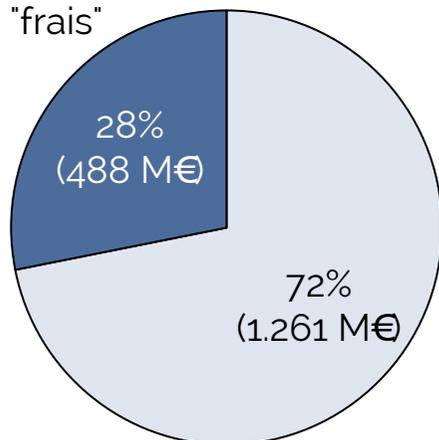
Des annulations de crédits qui touchent la quasi-totalité des missions du budget général

Missions contributrices nettes	AE (en M€)	CP (en M€)	AE (en % des crédits ouverts en LFI)	CP (en % des crédits ouverts en LFI)
Crédits non répartis	-228,34	-8,34	-68,1%	-23,5%
Outre-mer	-91,29	-114,69	-4,4%	-5,6%
Relations avec les collectivités territoriales	-41,50	-147,17	-1,1%	-4,9%
Politique des territoires	-11,80	-20,27	-1,8%	-2,9%
Action extérieure de l'État	-71,01	-60,07	-2,3%	-1,9%
Écologie, développement et mobilité durables	-120,29	-98,56	-1,3%	-1,1%
Direction de l'action du Gouvernement	-75,41	-14,41	-5,1%	-1,1%
Aide publique au développement	-49,17	-25,43	-2,5%	-1,0%
Santé	-12,51	-11,81	-1,0%	-0,9%
Culture	-12,65	-18,28	-0,5%	-0,7%
Conseil et contrôle de l'État	-17,75	-4,11	-2,7%	-0,6%
Justice	-172,86	-46,94	-2,0%	-0,6%
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	-15,98	-14,76	-0,6%	-0,6%
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	-52,89	-58,10	-0,5%	-0,5%
Médias, livre et industries culturelles	-4,75	-2,75	-0,9%	-0,5%
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4,19	-12,58	0,2%	-0,5%
Administration générale et territoriale de l'État	-10,52	-8,78	-0,4%	-0,3%
Économie	-1,71	-5,70	-0,1%	-0,3%
Engagements financiers de l'État	-133,28	-82,20	-0,3%	-0,2%
Solidarité, insertion et égalité des chances	-31,26	-25,25	-0,2%	-0,1%
Travail et emploi	-4,72	-5,14	0,0%	0,0%
Recherche et enseignement supérieur	-8,21	-8,71	0,0%	0,0%
Sécurités	-0,73	-0,49	0,0%	0,0%
Égalité des territoires et logement	-6,96	12,74	0,0%	0,1%

Les annulations portent pour 72 % en AE et 95 % en CP sur les crédits mis en réserve (« gelés »)

Annulations en autorisations d'engagement

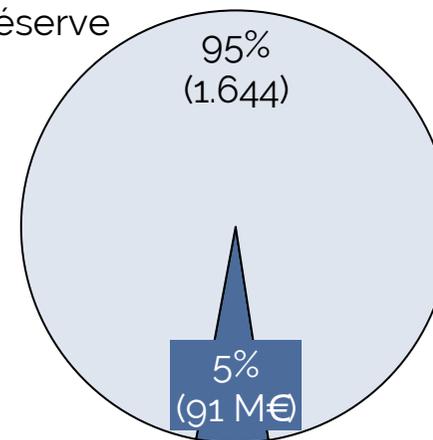
AE annulés sur crédits "frais"



AE annulés sur mise en réserve

Annulations en crédits de paiement

CP annulés sur mise en réserve



CP annulés sur crédits frais

Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général

672 millions d'annulations artificielles sur la mission « Défense »

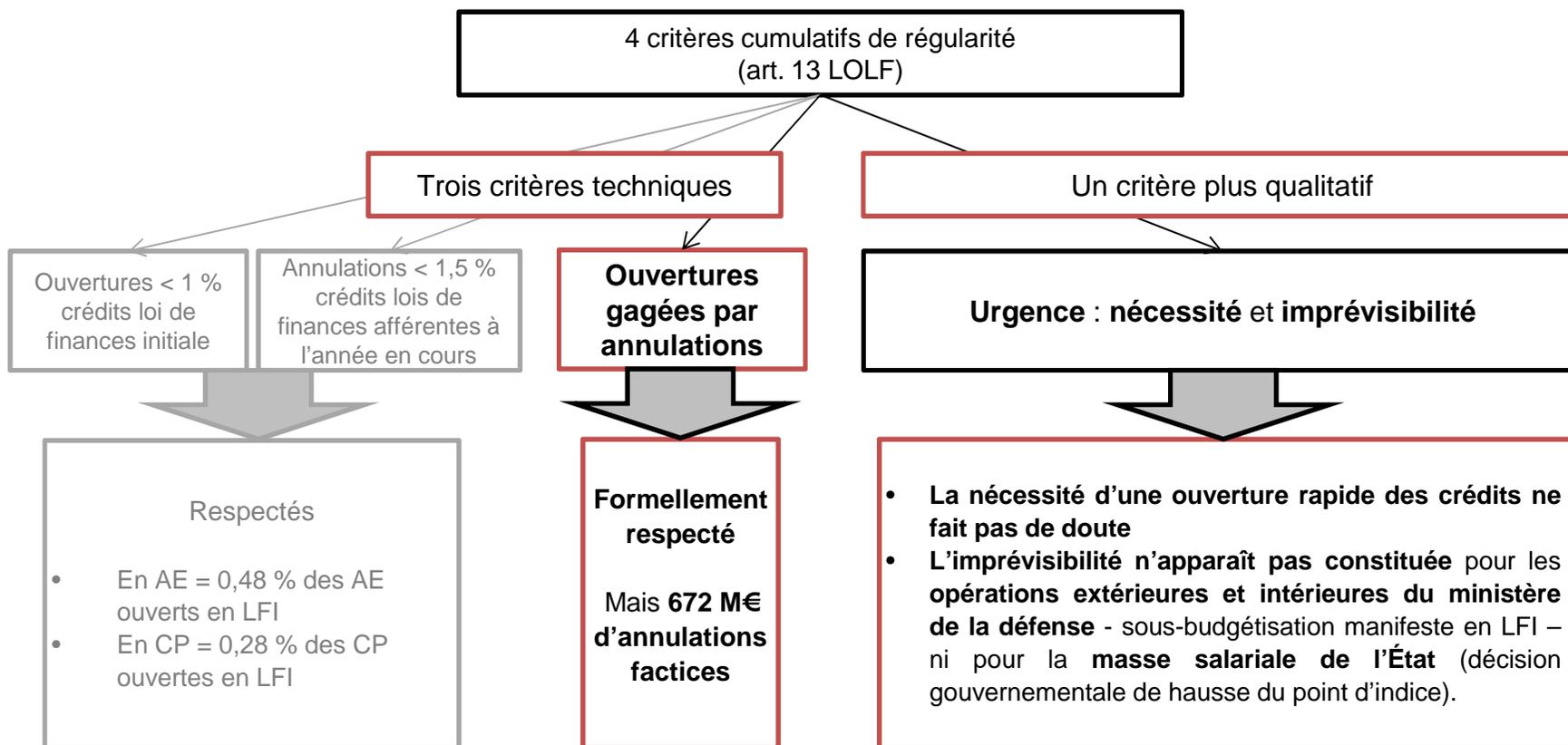
- 290,4 millions d'euros en AE et 671,9 millions d'euros en CP sont annulés par le décret d'avance sur le programme 146 « Équipement des forces » de la mission « Défense »
- Le projet de loi de finances rectificative pour 2016 prévoit la ré-ouverture de ces crédits sur le même programme 146

➔ **L'équilibre entre ouvertures et annulations est donc factice**

- **C'est la deuxième fois en 2016 que des annulations ne traduisent pas de réelles économies:** le décret d'avance examiné en septembre était largement financé en autorisations d'engagement (894 millions d'euros) par des annulations sur le compte spécial « Participations financières de l'État », alors que les montants inscrits sur le compte sont purement conventionnels

III. – Le contrôle du respect des conditions fixées par la LOLF

Un décret d'avance respectant formellement les critères de régularité organiques





Projet de décret d'avance – novembre 2016

Albéric de Montgolfier, rapporteur général
Commission des finances
Mardi 29 novembre 2016

